

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2015 tot aanwijzing van het Waals betaalorgaan voor de Fondsen ELGF en ELFPO en tot opheffing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2013 tot aanwijzing van het Waals betaalorgaan voor de Fondsen ELGF en ELFPO en tot instelling van een opvolgingscomité voor het Waals betaalorgaan wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 november 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/34032]

**18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie suite à la transformation de l'organisme payeur en service administratif à comptabilité autonome**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 87 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, tel que modifié ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 2021 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2021 ;

Considérant le décret du 8 juillet 2021 modifiant le Code wallon de l'Agriculture et érigeant l'organisme payeur en service administratif à comptabilité autonome ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

Considérant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant sur la gestion et les missions de l'organisme payeur ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie est complété par un 5°, rédigé comme suit : « 5° L'organisme payeur : l'organisme payeur régional, érigé en service administratif à comptabilité autonome par l'article D. 254, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Agriculture ».

**Art. 2.** À l'article 4, alinéa 5, du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « pour ce qui est de l'Agence » et les mots « , en cas d'absence ou d'empêchement ».

A l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour prendre les décisions relatives aux missions à l'étranger » ;

2° les mots « dans le cadre des activités de l'Agence » sont remplacés par les mots « dans le cadre des activités respectives de l'Agence et de l'organisme payeur ».

**Art. 3.** À l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « sont autorisés, dans les matières relevant de leur autorité respective » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « Par dérogation à l'alinéa précédent, concernant l'Agence » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'alinéa 2, concernant l'Agence ou l'organisme payeur ».

**Art. 4.** À l'article 10 du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « en charge de l'Agence » et les mots « , dans les matières qui le concernent ».

**Art. 5.** A l'article 12, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « dans le cadre des activités de l'Agence » et « , toute dépense autre que celle relative aux marchés publics » ;

2° les mots « ou les articles de base 12, classe 1, du titre I<sup>er</sup> du budget de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre I<sup>er</sup> du budget de l'Agence » et les mots « , à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté ».

**Art. 6.** A l'article 13, alinéa 2, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour engager, approuver et liquider » ;

2° les mots « dans les matières relevant de ses compétences » sont remplacés par les mots « dans les matières relevant de leurs compétences respectives » ;

3° les mots « ou les articles de base 12, classe 1, du titre I<sup>er</sup> du budget de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « toute dépense imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre I<sup>er</sup> du budget de l'Agence » et les mots « et relative aux frais de représentation ».

**Art. 7.** À l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour engager, approuver et liquider » ;

2° au paragraphe 2, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour engager, approuver et liquider les dépenses » ;

3° au paragraphe 4, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour engager, approuver et liquider ».

**Art. 8.** À l'article 15 du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour engager, approuver et liquider ».

**Art. 9.** À l'article 16, alinéa 2, du même arrêté, les mots « ou les articles de base de la classe 7, du titre II du budget de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « imputable sur les articles de base de la classe 7, du titre II du budget de l'Agence » et les mots « , et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques ».

**Art. 10.** À l'article 17, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « dans le cadre des activités de l'Agence » sont remplacés par les mots « dans le cadre des activités respectives de l'Agence ou de l'organisme payeur » ;

2° les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « toute dépense imputable sur les articles de base du budget de l'Agence » et les mots « , à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté ».

**Art. 11.** À l'article 20 du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 12.** À l'article 21 du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 13.** À l'article 23 du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 14.** À l'article 24, alinéa 2, du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « ou l'inspecteur en charge de l'Agence » et les mots « concerné a délégation pour ».

**Art. 15.** À l'article 25 du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur en charge de l'Agence » et les mots « pour accorder, dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 16.** À l'article 26 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour décider d'exclure un adjudicataire défaillant » ;

2° le paragraphe 3 est complété par les mots « ou de l'organisme payeur. ».

**Art. 17.** À l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « , dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 18.** À l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « , dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 19.** À l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « ainsi qu'aux agents ou membres du personnel contractuel de niveau A de l'Agence » ;

2° les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « ainsi qu'aux agents ou membres du personnel contractuel de niveau A de l'Agence » et les mots « qu'ils ont désignés à cet effet, ».

**Art. 20.** À l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « et à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « pour prendre toute mesure conservatoire » ;

2° les mots « , notamment signer et déposer au greffe du tribunal de commerce les déclarations relatives à toute créance à charge d'entreprises déclarées en faillite ou mises en réorganisation » sont remplacés par les mots « dont la signature et le dépôt au greffe du tribunal compétent ou sur toute plateforme informatique dédiée des déclarations relatives à toute créance à charge d'entreprises déclarées en faillite ou mises en réorganisation ou en liquidation ».

**Art. 21.** À l'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « , dans les matières relevant de leur autorité respective, » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « doivent justifier trimestriellement du retard auprès du ministre ».

**Art. 22.** À l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « à l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « , dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 23.** À l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou de l'organisme payeur » sont insérés entre les mots « l'inspecteur général en charge de l'Agence » et les mots « , dans les matières relevant de leur autorité respective, ».

**Art. 24.** L'article 93 du même arrêté est complété par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> tiret, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur, jusqu'à concurrence de 50.000 euros, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable au titre 1<sup>er</sup> des programmes de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne et se rapportant exclusivement à des indemnités que la Région wallonne a été condamnée à payer à des tiers. ».

**Art. 25.** Dans le chapitre V, section 2, du même arrêté, la sous-section 2 intitulée « Département de l'Agriculture » est abrogée.

**Art. 26.** L'article 111 du même arrêté est abrogé.

**Art. 27.** Dans le chapitre V du même arrêté, il est inséré une nouvelle section 3, comportant les articles 115/1 à 115/9, rédigés comme suit :

« Section 3. Dispositions particulières à l'organisme payeur

Sous-section 1. - Délégations budgétaires

Art. 115/1. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur, ainsi qu'aux agents ou aux membres du personnel contractuel désignés à cet effet par celui-ci pour :

1° engager les dépenses à charge des crédits prévus au budget de l'organisme payeur, à l'exception des dépenses en matière de personnel ;

2° approuver, liquider ou désengager s'il échet, dans le cadre des activités de l'organisme payeur, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus au budget de l'organisme payeur, à l'exception des dépenses en matière de personnel ;

3° établir l'ordre de paiement des dépenses à charge du budget de l'organisme payeur, et exécuter les paiements depuis les comptes bancaires de l'organisme payeur vers les comptes des bénéficiaires ou de leurs cessionnaires ;

4° dans la limite des montants approuvés par le Gouvernement, établir l'ordre de paiement des dépenses et exécuter, depuis les comptes bancaires de l'organisme payeur vers les comptes des bénéficiaires ou de leurs cessionnaires, les paiements relatifs aux missions dont la gestion est assurée par une structure administrative à qui l'organisme payeur a délégué certaines missions en vertu de l'article 7.1, second alinéa, du règlement (UE) n° 1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) no 352/78, (CE) no 165/94, (CE) no 2799/98, (CE) no 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil .

Art. 115/2. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur primaire, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur pour engager ou liquider les dépenses correspondant aux montants d'irrecouvrables au départ du budget de l'organisme payeur vers le compte de l'organisme payeur.

Art. 115/3. Sans préjudice de leur transmission aux ministres concernés, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur pour approuver les comptes annuels de l'organisme payeur.

Art. 115/4. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur primaire, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur, ainsi qu'aux agents ou membres du personnel contractuel de niveau A de l'organisme payeur désignés à cet effet par celui-ci, pour prendre toute mesure conservatoire dont, en cas de faillite, de réorganisation judiciaire, de mise en liquidation, de règlement collectif de dettes ou de médiation de dettes à l'intervention d'une institution agréée par la Région wallonne, la signature et le dépôt au greffe du tribunal compétent ou sur toute plateforme informatique dédiée de toute déclaration de créances qui procèdent des matières relevant de leur gestion comptable.

Sous-section 2. - Délégations particulières

Art. 115/5. Sans préjudice de sa transmission aux ministres concernés et des avis rendus par les organismes de contrôle fédéraux et régionaux, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur pour approuver le rapport de gestion concernant l'exhaustivité, l'exactitude et la véracité des comptes annuels et le bon fonctionnement interne de l'organisme payeur.

Art. 115/6. Sans préjudice des délégations mises en place en vertu du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide, les raisons pour lesquelles la demande n'est pas accueillie favorablement.

Art. 115/7. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur primaire, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur, ainsi qu'aux agents ou membres du personnel contractuel de niveau A désignés à cet effet par celui-ci, pour décider du recouvrement du montant, total ou partiel, des aides irrégulièrement octroyées auprès des bénéficiaires.

Art. 115/8. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur primaire, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur pour ester en justice, acquiescer à une décision judiciaire et exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de sa gestion.

Art. 115/9. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'organisme payeur pour mettre en œuvre les délégations visées à l'article D256 du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture. ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions finales*

**Art. 28.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Art. 29.** Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 novembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/34032]

**18. NOVEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie infolge der Umwandlung der Zahlstelle in einen Verwaltungsdienst mit autonomer Buchführung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 87;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 10. November 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. November 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 18. November 2021 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Juli 2021 zur Änderung des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und zur Einrichtung der Zahlstelle als Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung in den wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2021 über die Verwaltung und die Aufgaben der Zahlstelle;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft und der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie*

**Artikel 1** - Der Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt: "5° Zahlstelle: die regionale Zahlstelle, die durch Artikel D.254 § 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft als Verwaltungsdienst mit autonomer Buchführung eingerichtet wurde."

**Art. 2** - In Artikel 4 Absatz 5 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Was die Agentur betrifft," durch den Wortlaut "Was die Agentur oder die Zahlstelle betrifft," ersetzt.

In Artikel 7 Paragraph 2 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" wird durch den Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor und dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° der Wortlaut "im Rahmen der Aktivitäten der Agentur" wird durch den Wortlaut "im Rahmen der jeweiligen Aktivitäten der Agentur und der Zahlstelle" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "Was die Agentur betrifft," durch den Wortlaut "Was die Agentur oder die Zahlstelle betrifft," ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 10 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 12 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur" wird durch den Wortlaut "im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur oder der Zahlstelle" ersetzt;

2° der Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Agentur" wird durch den Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Agentur oder der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Zahlstelle" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 13 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" wird durch den Wortlaut "Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor und dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° der Wortlaut "in den Angelegenheiten, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen," wird durch den Wortlaut "in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen," ersetzt;

3° der Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Agentur" wird durch den Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Agentur oder der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Zahlstelle" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 14 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

3° in Paragraph 4 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 15 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 16 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel der Klasse 7 des Titels II des Haushaltsplans der Agentur" durch den Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel der Klasse 7 des Titels II des Haushaltsplans der Agentur oder der Basisartikel der Klasse 7 des Titels II des Haushaltsplans der Zahlstelle" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 17 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "im Rahmen der Aktivitäten der Agentur" wird durch den Wortlaut "im Rahmen der jeweiligen Aktivitäten der Agentur und der Zahlstelle" ersetzt;

2° der Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel des Haushaltsplans der Agentur" wird durch den Wortlaut "zu Lasten der Basisartikel des Haushaltsplans der Agentur oder der Zahlstelle" ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 20 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" durch den Wortlaut "der mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragte Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel 21 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" durch den Wortlaut "der mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragte Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 13** - In Artikel 23 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" durch den Wortlaut "der mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragte Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 14** - In Artikel 24 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" durch den Wortlaut "mit der Agentur oder der Zahlstelle beauftragte Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 25 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 26 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° in Paragraph 3 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 27 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 28 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel 29 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" wird durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° der Wortlaut "der Stufe A der Agentur" wird durch den Wortlaut "der Stufe A der Agentur oder der Zahlstelle" ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel 30 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" wird durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° der Wortlaut "insbesondere sämtliche Schulforderungen zu Lasten von Betrieben, für die ein Konkurs- bzw. ein Reorganisationsverfahren eingeleitet worden ist, zu unterzeichnen und bei der Kanzlei des zuständigen Handelsgerichts einzureichen" wird durch den Wortlaut "worunter die Unterzeichnung und die Einreichung bei der Kanzlei des zuständigen Gerichts oder auf gleich welcher dazu bestimmter IKT-Plattform der Erklärungen in Bezug auf jegliche Schulforderung zu Lasten von Betrieben, für die ein Konkurs- bzw. ein Reorganisations- oder Liquidationsverfahren eingeleitet worden ist" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 32 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 34 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 23** - In Artikel 35 § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" durch den Wortlaut "dem mit der Agentur oder mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art. 24** - Artikel 93 desselben Erlasses wird um einen neuen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 1, 2. Strich, wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, bis zu einem Betrag von 50.000 Euro jede Ausgabenverpflichtung einzugehen, die zu Lasten von Titel 1 der Programme des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Haushaltsplans der Wallonischen Region angerechnet werden kann und sich ausschließlich auf Entschädigungen bezieht, zu deren Zahlung an Dritte die Wallonische Region verurteilt worden ist, diese Ausgabe zu genehmigen und festzustellen."

**Art. 25** - In Kapitel V Abschnitt 2 desselben Erlasses wird der Unterabschnitt 2 mit der Überschrift "Abteilung Landwirtschaft" aufgehoben.

**Art. 26** - Artikel 111 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 27** - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein neuer Abschnitt 3 eingefügt, der die Artikel 115/1 bis 115/9 mit folgendem Wortlaut umfasst:

"Abschnitt 3 - Sonderbestimmungen in Bezug auf die Zahlstelle

Unterabschnitt 1 - Haushaltsvollmachten

Art. 115/1 - Dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor, sowie den von ihm zu diesem Zweck bestimmten Bediensteten oder Vertragspersonalmitgliedern wird die Vollmacht erteilt,

1° die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der im Haushaltsplan der Zahlstelle vorgesehenen Mittel mit Ausnahme der Personalausgaben einzugehen;

2° im Rahmen der Tätigkeiten der Zahlstelle die Ausgaben zu genehmigen, festzustellen oder ggf. aufzuheben, die vom ersten Anweisungsbefugten oder vom bevollmächtigten Anweisungsbefugten zu Lasten der im Haushaltsplan der Zahlstelle vorgesehenen Mittel eingegangen waren, mit Ausnahme der Personalausgaben;

3° die Anweisung zur Zahlung der Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans der Zahlstelle auszustellen, und die Zahlungen ab den Bankkonten der Zahlstelle an die Konten der Empfänger oder ihrer Übernehmer vorzunehmen;

4° innerhalb der Grenzen der von der Regierung genehmigten Beträge die Anweisung zur Zahlung der Ausgaben auszustellen und die Zahlungen ab den Bankkonten der Zahlstelle an die Konten der Empfänger oder ihrer Übernehmer vorzunehmen, die sich auf Aufgaben beziehen, deren Verwaltung von einer Verwaltungsstruktur wahrgenommen wird, der die Zahlstelle bestimmte Aufgaben übertragen hat, kraft Artikel 7.1 zweiter Absatz der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und Nr. 485/2008 des Rates.

Art. 115/2 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des ersten Anweisungsbefugten wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, Ausgaben, die uneintreibbaren Beträgen entsprechen, ab dem Haushaltsplan der Zahlstelle in Richtung des Kontos der Zahlstelle einzugehen oder festzustellen.

Art. 115-3 - Unbeschadet ihrer Übermittlung an die betreffenden Minister wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, die Jahresrechnung der Zahlstelle zu genehmigen.

Art. 115/4 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des ersten Anweisungsbefugten wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor sowie den von ihm zu diesem Zweck bestimmten Bediensteten oder Vertragspersonalmitgliedern der Stufe A der Zahlstelle die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs, einer gerichtlichen Reorganisation, einer kollektiven Schuldregelung oder einer Schuldvermittlung auf Intervention einer von der Wallonischen Region zugelassenen Einrichtung sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.

Unterabschnitt 2 - Sonderbestimmungen

Art. 115/5 - Unbeschadet seiner Übermittlung an die betreffenden Minister und der von den föderalen und regionalen Prüfstellen abgegebenen Stellungnahmen wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, den Lagebericht über die Ausführlichkeit, Genauigkeit und Richtigkeit des Jahresabschlusses und das reibungslose interne Funktionieren der Zahlstelle zu genehmigen.

Art. 115/6 - Unbeschadet der Vollmachten, die kraft der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und Nr. 485/2008 des Rates eingeführt worden sind, wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen Beihilfeantrag gestellt hat, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag keine günstige Antwort gegeben wird.

Art. 115/7 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des ersten Anweisungsbefugten wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor sowie den von ihm zu diesem Zweck bestimmten Bediensteten oder Vertragspersonalmitgliedern der Stufe A die Vollmacht erteilt, über die Beitreibung bei den Empfängern eines Teils oder der Gesamtheit des Betrags der unrechtmäßig gewährten Beihilfen zu entscheiden.

Art. 115/8 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des ersten Anweisungsbefugten wird dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein gerichtliche Entscheidung anzuerkennen, und gegen sie alle geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu seiner Geschäftsführung gehören, angebracht sind.

Art. 115/9 - Dem mit der Zahlstelle beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, die Vollmachten im Sinne des Artikels D.256 des Dekrets vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft umzusetzen.”.

KAPITEL II — *Schlussbestimmungen*

**Art. 28** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

**Art. 29** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 18. November 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/34032]

**18 NOVEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst ten gevolge van de omvorming van het betaalorgaan naar een administratieve dienst met een autonome boekhouding**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 november 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 18 november 2021;

Gelet op het decreet van 8 juli 2021 tot wijziging van het Waals Landbouwwetboek en tot oprichting van het Betaalorgaan tot administratieve dienst met autonome boekhouding ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuursseenheden ;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2021 betreffende het beheer en de opdrachten van het Betaalorgaan ;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst*

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt : “5° betaalorgaan: het gewestelijk betaalorgaan, opgericht als administratieve dienst met een autonome boekhouding bij artikel D.254, § 1, van het Waalse Landbouwwetboek”.

**Art. 2.** In artikel 4, vijfde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “of van het betaalorgaan” ingevoegd tussen de woorden “voor het Agentschap” en de woorden “, bij afwezigheid of verhindering”.

In artikel 7, paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “is” wordt vervangen door het woord “zijn” en de woorden “en de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan” worden ingevoegd tussen de woorden “de inspecteur-generaal belast met het Agentschap” en de woorden “gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot opdrachten in het buitenland”;

2° de woorden “in het kader van de activiteiten van het Agentschap” worden vervangen door de woorden “in het kader van de respectievelijke activiteiten van het Agentschap en van het betaalorgaan”.

**Art. 3.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “of van het betaalorgaan” ingevoegd tussen de woorden “de inspecteur-generaal belast met het Agentschap” en de woorden “zijn gemachtigd om, in de aangelegenheden die onder hun respectieve bevoegdheid vallen”;

2° in het derde lid worden de woorden "In afwijking van het vorige lid, is de titularis van de volgende ambten, wat het Agentschap betreft, " vervangen door de woorden "In afwijking van het vorige lid, is de titularis van de volgende ambten, wat het Agentschap of het betaalorgaan betreft, ".

**Art. 4.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "of van het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "belast met het Agentschap" en de woorden "zijn gemachtigd in de aangelegenheden die hen betreffen".

**Art. 5.** In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of van het betaalorgaan" worden ingevoegd tussen de woorden "in het kader van de activiteiten van het Agentschap" en de woorden ", elke andere uitgave vast te leggen";

2° de woorden "of op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I, van de begroting van het betaalorgaan" worden ingevoegd tussen de woorden "die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I, van de begroting van het Agentschap" en de woorden ", met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij bijzondere bepalingen van dit besluit".

**Art. 6.** In artikel 13, zesde lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan" worden toegevoegd na de woorden "De inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden "is gemachtigd" worden vervangen door de woorden "zijn gemachtigd";

2° de woorden "in de materies die tot zijn bevoegdheden behoren" worden vervangen door de woorden "in de materies die tot hun respectievelijke bevoegdheden behoren";

3° de woorden "of op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I, van de begroting van het betaalorgaan" worden ingevoegd tussen de woorden "die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I, van de begroting van het Agentschap" en de woorden "en betreffende de representatiekosten".

**Art. 7.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "belast met het Agentschap of met het betaalorgaan" worden toegevoegd na de woorden "de inspecteur-generaal " en de woorden "krijgen delegatie";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "of met het betaalorgaan" worden toegevoegd na de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden "krijgen delegatie";

3° in paragraaf 4 worden de woorden "of met het betaalorgaan" worden ingevoegd na de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden "krijgen delegatie".

**Art. 8.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" worden ingevoegd na de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden "krijgen delegatie".

**Art. 9.** In artikel 16, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of op de basisallocaties van klasse 7, van titel II van de begroting van het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "op de basisallocaties van klasse 7, titel II, van de begroting van het Agentschap" en de woorden ", en betreffende de aankoop van specifieke duurzame roerende goederen".

**Art. 10.** In artikel 17, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "in het kader van de activiteiten van het Agentschap" worden vervangen door de woorden "in het kader van de activiteiten van het Agentschap of van het betaalorgaan";

2° de woorden "of van het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties van de begroting van het Agentschap" en de woorden "vrij te maken".

**Art. 11.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden ", in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen".

**Art. 12.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden ", in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen".

**Art. 13.** In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden ", in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen".

**Art. 14.** In artikel 24, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd na de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden "heeft evenwel delegatie".

**Art. 15.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden ", in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen".

**Art. 16.** In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden " of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden "om een in gebreke blijvende opdrachtnemer uit te sluiten";

3° paragraaf 3 wordt aangevuld met de woorden "of met het betaalorgaan". ».

**Art. 17.** In artikel 27, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden ", in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen".

**Art. 18.** In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden ", in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om".

**Art. 19.** In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of met het betaalorgaan" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal belast met het Agentschap" en de woorden ", alsook aan de daartoe aangewezen ambtenaren of contractuele personeelsleden van niveau A van het Agentschap";



2° de woorden “of met het betaalorgaan” ingevoegd tussen de woorden “alsook aan de daartoe aangewezen ambtenaren of contractuele personeelsleden van niveau A van het Agentschap”, en de woorden “delegatie om”.

**Art. 20.** In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “of met het betaalorgaan” worden ingevoegd na de woorden “de inspecteur-generaal belast met het Agentschap” en de woorden “delegatie om iedere bewarende maatregel te nemen”.

**Art. 21.** In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “of met het betaalorgaan” ingevoegd tussen de woorden “aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap” en de woorden “, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen”;

2° in het tweede lid worden de woorden “of met het betaalorgaan” ingevoegd tussen de woorden “de inspecteur-generaal belast met het Agentschap” en de woorden “moeten om de drie maanden de reden van de achterstand ten overstaan van de Minister verantwoorden”.

**Art. 22.** In artikel 34, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “of met het betaalorgaan” ingevoegd tussen de woorden “aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap” en de woorden “, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om”.

**Art. 23.** In artikel 35, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “of met het betaalorgaan” ingevoegd tussen de woorden “aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap” en de woorden “, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om”.

**Art. 24.** Artikel 93 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, tweede streepje, wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan tot 50.000 euro om iedere uitgave, toerekenbaar op titel 1 van de programma’s van afdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest die uitsluitend verband houden met de vergoedingen tot de betaling waarvan aan derden het Waalse Gewest is veroordeeld, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.”. ».

**Art. 25.** In hoofdstuk V, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt onderafdeling 2 met als opschrift “Departement Landbouw” opgeheven.

**Art. 26.** Artikel 111 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 27.** In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt een nieuwe afdeling 3 ingevoegd, bevattende de artikelen 115/1 tot 115/9, luidend als volgt:

“Afdeling 3. Bijzondere bepalingen voor het betaalorgaan

Onderafdeling 1 – Delegaties inzake begroting

Art. 115/1. Delegatie wordt verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan, evenals aan de de door laatstgenoemde daartoe aangewezen ambtenaren of contractuele personeelsleden om:

1° de uitgaven vast te leggen ten laste van de kredieten uitgetrokken op de begroting van het betaalorgaan, de uitgaven in personeelsaangelegenheden uitgezonderd;

2° de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonnateur of diens gemachtigde in het kader van de activiteiten van het betaalorgaan goed te keuren, te vereffenen of in voorkomend geval vrij te maken, ten laste van de kredieten uitgetrokken op de begroting van het betaalorgaan, de uitgaven in personeelsaangelegenheden uitgezonderd;

3° de betalingsopdracht vast te stellen voor de uitgaven ten laste van de begroting van het betaalorgaan en de betalingen uit te voeren vanaf de bankrekeningen van het betaalorgaan naar de rekeningen van de begunstigen of hun verkrijgers;

4° binnen de perken van de bedragen, goedgekeurd door de Regering, de betalingsopdracht vast te stellen voor de uitgaven en de betalingen voor de opdrachten waarvan het beheer gewaarborgd wordt door een administratieve structuur waaraan het betaalorgaan sommige opdrachten krachtens artikel 7.1, tweede lid, van Verordening (EU) nr 1306/2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad vanaf de bankrekeningen van het betaalorgaan uit te voeren naar de rekeningen van de begunstigen of hun verkrijgers.

Art. 115/2. Onverminderd de bevoegdheden van de primaire ordonnateur wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan om, vanaf de begroting van het betaalorgaan naar de rekening van het betaalorgaan, de uitgaven die overeenstemmen met oninbare bedragen vast te leggen of te vereffenen.

Art. 115/3. Onverminderd het overmaken ervan aan de betrokken ministers, wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan om de jaarrekeningen van het betaalorgaan goed te keuren.

Art. 115/4. Onverminderd de bevoegdheden van de primaire ordonnateur, wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan, evenals aan de ambtenaren of aan de contractuele personeelsleden van niveau A van het betaalorgaan, daartoe aangewezen, om iedere bewarende maatregel te nemen, waaronder, in het geval van een faillissement, een gerechtelijke reorganisatie, een vereffening, een collectieve schuldenregeling of schuldbemiddeling door toedoen van een instelling erkend door het Waalse Gewest, de ondertekening en de neerlegging bij de griffie van de bevoegde rechtbank of op iedere daartoe opgericht digitaal platform van iedere aangifte van schuldvorderingen voortvloeiend uit aangelegenheden die verband houden met hun boekhoudkundig beheer.

Onderafdeling 2. – Bijzondere delegaties

Art. 115/5. Onverminderd de overmaking ervan aan de betrokken ministers en de adviezen uitgebracht door de federale en gewestelijke controle-instellingen, wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan om het beheersverslag goed te keuren betreffende de volledigheid, de juistheid en de waarachtigheid van de jaarrekeningen en de interne goede werking van het betaalorgaan.

Art. 115/6. Onverminderd de delegaties ingevoerd krachtens verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan om aan iedere persoon die een steunaanvraag heeft ingediend de redenen kenbaar te maken om welke geen gunstig gevolg gegeven wordt aan de aanvraag.

Art. 115/7. Onverminderd de bevoegdheden van de primaire ordonnateur wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan, evenals aan de ambtenaren of contractuele personeelsleden van niveau A, daartoe door laatstgenoemde aangewezen, om te beslissen over de invordering van het gehele dan wel gedeeltelijke bedrag van de onregelmatig aan begunstigden toegekende steungelden.

Art. 115/8. Onverminderd de bevoegdheden van de primaire ordonnateur wordt delegatie verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan om in rechte te treden, in te stemmen met een gerechtelijke beslissing of om met elk gepast rechtsmiddel in beroep te gaan in het kader van elk geschil betreffende de aangelegenheden vallend onder zijn beheer.

Art. 115/9. Delegatie wordt verleend aan de inspecteur-generaal belast met het betaalorgaan om de delegaties bedoeld in artikel D.256 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waals Landbouwwetboek uit te voeren. ».

HOOFDSTUK 2. — *Slotbepalingen*

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

**Art. 29.** De Minister bevoegd voor ambtenarenzaken en de Minister bevoegd voor landbouw zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 18 november 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/34033]

**18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie suite à la transformation de l'Organisme payeur de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, tel que modifié;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 27 août et le 9 novembre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> octobre 2021;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 1<sup>er</sup> octobre 2021;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation, donné le 22 octobre 2021;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, le § 3 relatif au SERVICE PUBLIC DE WALLONIE AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT est remplacé par ce qui suit :

« SERVICE PUBLIC DE WALLONIE AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT

Direction générale

Directeur général 1

Direction fonctionnelle et d'appui

Directeur 1

Premier attaché 1

Département des Politiques européennes et des Accords internationaux

Inspecteur général 1

Direction de la Coordination et de la Concertation

Directeur 1

Direction de la Politique agricole

Directeur 1

Direction de la Politique environnementale

Directeur 1